

Etats-Unis/Iran : western asymétrique et détestation globale...

En tuant – vendredi dernier près de l'aéroport de Bagdad dans une attaque au drone – le général Qassem Soleimani (62 ans) – commandant de la brigade Al-Qods (Jérusalem) des forces spéciales des Gardiens de la révolution et des opérations extérieures – Washington a pris la responsabilité d'aggraver trois dynamiques : 1) celle des différents fronts militaires de la région : Syrie, Liban, Irak, Yémen, détroit d'Ormuz et Méditerranée orientale ; 2) celle d'un resserrement nationaliste autour du guide suprême de la Révolution Ali Khamenei ; 3) enfin, celle d'une détestation mondiale croissante et d'un rejet américain qui rejaillit sur l'ensemble des Occidentaux.

Assimilés aux Américains, nous autres Européens/Occidentaux – du moins catalogués comme tels – ne pourront bientôt plus sortir de nos frontières ! Après cela, les dirigeants occidentaux auront beau jeu de faire la morale pour le respect du droit international et la lutte contre le terrorisme...

A noter qu'avant cet « assassinat ciblé », les autorités américaines ont pris soin d'avertir le Royaume Uni (le partenaire historique), l'Allemagne (pour Washington, l'Europe c'est Berlin), et la Chine (le principal partenaire économique). La Russie, pas question ? Quant à la France, qui s'en soucie à Washington ? Les experts en droit du travail peut-être et encore... Toujours est-il que cet événement n'est pas banal et qu'il risque encore d'aggraver des situations dont – nous autres pauvres Occidentaux – avons trop tendance à oublier l'arrière-plan historique. Quelques rappels ne sont pas superflus.

Depuis la révolution islamique de 1979, avec la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran¹ et le raid raté pour les libérer, les Etats-Unis – administrations démocrates et républicaines confondues – n'ont jamais supporté les humiliations subies. Ne devant rien au hasard, ni à une improvisation de circonstance, l'« assassinat ciblé » du général Qassem Soleimani est l'aboutissement d'une longue filiation.

Le 11 février 1979, le renversement du Chah Mohammad Reza Pahlavi s'est effectué en toute connaissance de cause, sinon avec l'aval des services spéciaux américains. Devenu trop indépendant, le Chah d'Iran nourrissait quelque velléité d'émancipation de la tutelle américaine. Avec l'aide de Paris, Washington a favorisé le retour du dignitaire religieux chi'ite Rouhollah Moussavi Khomeini à Téhéran. Il était installé en France à Neauphle-le-Château depuis le 10 octobre 1978, d'où il propageait ses idées par le biais de conférences organisées à son domicile, et diffusées sous forme de cassettes audio pour échapper à la censure des médias classiques.

Volte-face après l'affaire de l'ambassade américaine : les Etats-Unis, Le Royaume Uni et la France pousse Saddam Hussein à faire la guerre à un Iran devenu République islamique. Pensant ainsi endiguer une révolution qui risquait de s'étendre à l'ensemble des Proche et Moyen-Orient, les Occidentaux estimaient, à tort, que le nouveau régime tomberait comme un fruit mûr. Erreur, profonde erreur ! Non seulement l'attaque irakienne a galvanisé le nationalisme iranien, mais elle a permis de consolider les assises du régime islamique iranien. N'étant pas été payé en retour de son effort de guerre, Saddam Hussein finira par se servir lui-même en mettant la main sur le Koweït en août 1990. Ce sera la « deuxième guerre d'Irak », dite « Guerre du Golfe » : une armada internationale de 35 pays menée par les Etats-Unis « libérera » le Koweït et placera l'Irak sous un régime de sévères sanctions économiques. Dès février 1991 (fin des combats conventionnels), l'aviation américaine mènera, régulièrement

des bombardements en Irak. Au jour d'aujourd'hui, on ne sait toujours pas combien de victimes irakiennes y sont restées.

MACHINERIE IMPERIALISTE

Voilà pour l'arrière-plan historique. S'enchaînent ensuite trois étapes essentielles de l'affirmation d'une stratégie américaine pour les Proche et Moyen-Orient, baptisée « Grand Moyen-Orient » :

1) le lancement de la « guerre contre la terreur » aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001, la chasse aux Ben Laden et autres « Grands méchants loups » permettant souvent de neutraliser adversaires et opposants politiques. Dans cette perspective, on se souvient que le Premier ministre israélien Ariel Sharon (2001-2006) avait osé comparer Yasser Arafat à... Oussama Ben Laden. A partir de ce contresens historique volontaire a pu s'imposer l'idéologie sécuritaire selon laquelle la question palestinienne se réduisait désormais à une question de sécurité et de maintien de l'ordre. Samedi dernier, le vice-président américain Mike Pence a osé justifier l'assassinat du général Soleimani en affirmant qu'il avait aidé des membres du commando responsable de l'attentat du 11 septembre 2001. Plus c'est gros moins ça passe quand même... Il faudrait peut-être expliquer au vice-président américain que les opinions européennes ne sont pas encore à ce point ramollies qu'elles puissent ingurgiter de telles stupidités !

2) Washington et Londres envahissent l'Irak et renversent Saddam Hussein au printemps 2003 – en contournant le Conseil de sécurité des Nations unies – sous prétexte qu'il détenait des armes de destruction massive (qu'on ne trouvera jamais) et qu'il entretenait des relations de proximité avec le terroriste Ben Laden (ce qui est tout aussi fantaisiste). Ce fut la « troisième guerre d'Irak ». A l'époque la grande presse dite d'« investigation » – *Washington Post*, *New York Times* et *Los-Angeles Times* – suivie par la presse européenne- avalisent cet enchaînement de mensonges d'Etat sans la moindre réserve ;

3) enfin, du 19 mars au 31 octobre 2011, Paris, Londres et Washington interviennent en Libye pour renverser Mouammar Kadhafi, sur la base d'une interprétation partielle, partielle et contestée de la résolution 1973 de l'ONU, prévoyant initialement une « no-fly-zone » au-dessus de l'Est du pays et une assistance humanitaire aux populations de Cyrénaïque. A partir de ce coup de force, Moscou et Pékin opposeront systématiquement leur veto sur des résolutions similaires, concernant notamment la Syrie, jurant de ne plus se laisser prendre ainsi au jeu du *Regime Change* .

Et, c'est dans la suite logique de cette machinerie impérialiste que le 8 mai 2018, Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015, après plus de quinze ans d'âpres négociation entre Téhéran et les 5 plus 1 (les 5 membres permanents du Conseil de sécurité – Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume Uni, France – et l'Allemagne). Le nouveau président américain accompagne cette décision d'un durcissement des sanctions économiques contre l'Iran qui s'applique à toutes les grandes entreprises occidentales...

Le nouveau locataire de la Maison blanche prétend vouloir un nouvel accord incluant deux nouveaux dossiers : le programme iranien de missiles balistiques et l'engagement de Téhéran en Syrie et au Yémen. A l'époque les 3-M (Macron, May, Merkel) font preuve d'un courage minimal (qui ne durera pas...) en adressant une lettre commune à la Maison Blanche pour défendre l'accord, soulignant, d'une part qu'il est dans l'intérêt de la sécurité des pays européens et, d'autre part que son application est garantie par l'AIEA (Agence internationale

de l'énergie atomique). Mais rien n'y fera et l'exécutif américain durcira ses positions unilatérales, jouant de tous les ressorts de l'extra-territorialité du droit américain. Sur le sujet, on ne peut que renvoyer à l'indispensable étude d'Hervé Juvin – *La guerre du droit pénal américain aura-t-elle lieu ? Cap sur le nouveau système de corruption mondialisé*².

L'emballlement de cette machinerie impérialiste est d'autant plus préoccupant qu'il alimente une détestation souveraine des Etats-Unis, et par extension de l'Amérique, de plus en plus partagée par toutes sortes de populations de par le monde. C'est l'ultime phase de l'impérialisme américain : « *le choc des civilisations* »³. A prétention analytique, ce brûlot d'Huntington est devenu programmatique, s'étant imposé comme le manuel de toutes les entreprises de purifications ethniques accompagnant inmanquablement la plupart des guerres civiles.

Par amalgame, cette détestation des Etats-Unis associe l'Américain à l'Occidental, autrement dit à tous les « blancs de peau », qui bientôt devront restés confinés dans leurs ghettos. Avec l'administration Trump, le monde globalisé des financiers et des agents immobiliers se rétrécit d'autant plus que les voyageurs « occidentaux » sont de moins en moins en sécurité dans un nombre croissant de pays. Chacun chez soi, les chèvres seront mieux gardés...

REPRESAILLES RHIZOMATIQUES

En lançant ces derniers « assassinats ciblés », le président Donald Trump a grandement sous-estimé un facteur anthropologique de la plus haute importance. Dans la *Weltanschauung* chi'ite, la mort et ses martyrs sont glorifiés et fêtés. Le million de victimes de la guerre Irak-Iran (1980 – 1988) sont inscrits au panthéon de l'histoire nationale. Le général Qassem Soleimani fut l'un des combattants de cette « guerre patriotique ». Parallèlement, depuis le fiasco de l'intervention américaine armée en Somalie (1993), l'option « Zéro mort » prévaut pour toute opération militaire américaine/ occidentale, les opinions publiques ne supportant plus la mort de leurs fils engagés à l'étranger.

Et, lorsque Téhéran aura décidé d'enclencher sa machine à représailles, on verra bien combien de temps l'opinion américaine restera impassible devant le spectacle de la dépouille des « Boys » qui rentreront au pays dans des sacs en plastique.

Une remarque au passage : la plupart des médias parisiens se sont contentés de répéter que le bombardement meurtrier américain dans les environs de l'aéroport de Bagdad était intervenu en représailles de la mort d'un « sous-traitant » américain. Sous-traitant : késaco ? Sous-traitant de quoi ? En fait, il s'agit tout bonnement d'un « mercenaire », d'un « chien de guerre » comme on osait encore dire du temps de Bob Denard ! Aujourd'hui, la présence militaire américaine en Irak se décompose comme suit : entre 5 à 6000 soldats de l'armée américaine pour quelques 15 à 20 000 « sous-traitants »... Qu'on ne s'étonne pas qu'il y ait de la casse !

Face à ces réalités comptables, raisonnements arithmétiques et autres rationalités géométriques, comment vont réagir les descendants de Darius 1^{er} ? Rien dans l'immédiat ! Ils vont laisser arriver les Rois mages avec leurs cadeaux, et laisser du temps au temps... Le format de riposte ne sera sans doute pas le même que celui de l'outrage et se « fera au trébuchet », estime un haut diplomate français. La riposte iranienne – qui ne peut pas ne pas être - privilégiera vraisemblablement une logique rhizomatique : non pyramidale selon d'autres espace/temps, d'autres modes opératoires et différentes signatures et revendications. Cette riposte rhizomatique pourrait transiter par l'ensemble des théâtres où sont engagés des

forces iraniennes ou pro-iraniennes : en Syrie, en Irak, au Liban, en Afghanistan, en Méditerranée orientale ou dans le détroit d'Ormuz.

Bloquer le détroit ? Sans doute pas, l'approvisionnement énergétique de la Chine passe par là ! Cela dit, il peut s'y passer bien d'autres choses... Dans l'immédiat, et avant même de songer à une riposte militaire, Téhéran pourrait encourager le parlement irakien à suspendre sa demande d'aide militaire américaine. Initialement, cette aide devait servir à lutter contre l'organisation « Etat-islamique » (*Dae'ch*) et non contre les différents partenaires armés irakiens.

Comme à Téhéran, l'opération militaire américaine a provoqué un sursaut national, sinon nationaliste qui voit des factions irakiennes politiquement opposées se rapprocher pour faire bloc contre l'envahisseur yankee. Moktada Sadr a remobilisé l'« Armée du Mahdi » et d'autres factions ont repris du service dans les régions de cantonnement des troupes américaines. Ça pourrait chauffer !

Même si – ni Washington, ni Téhéran, ni Riyad, ni Tel-Aviv – n'ont intérêt à une nouvelle guerre conventionnelle au Proche-Orient, la posture américaine, non seulement ne résout rien, mais elle contribue à entretenir et relancer l'ensemble des « guerres asymétriques » qui ensanglantent la région de l'Irak à la Syrie, en passant par le Yémen. Comme d'habitude le Liban retient son souffle. La rédaction de prochetmoyen-orient.ch vient d'apprendre que plusieurs centaines de *Marines* américains sont attendus à Beyrouth, afin de sécuriser le périmètre de l'ambassade et les déplacements de ses personnels. Des mesures exceptionnelles de sécurité ont aussitôt été prises dans toutes les chancelleries américaines de la zone, mais – comme chacun sait – ces dispositifs onéreux ne peuvent s'éterniser.

Dans tous les cas de figures, Téhéran – qui connaît bien les agendas électoraux occidentaux (la France en sait quelque chose avec la libération négociée de ses otages au Liban au milieu des années 1980) – devrait faire tout ce qui est en son pouvoir raisonnablement pour pourrir la tentative de réélection de Donald Trump.

ET MAINTENANT ?

En définitive, les derniers assassinats ciblés américains tournent au bien mauvais western, ce qui ne change en rien les guerres asymétriques qui sévissent toujours au Proche et Moyen-Orient. La tendance est plutôt au désespoir et on ne voit aucune sortie prochaine. Sur le plan de la lutte anti-terroriste, les effets sont désastreux puisqu'on voit bien que, brandi au nom des droits de l'homme et de la démocratie, ce combat dissimule – en fait – un agenda caché consistant à neutraliser toutes espèces d'obstacles à l'imposition d'un ordre américano-Israélien au Proche et Moyen-Orient, avec maintenant l'assentiment des monarchies pétrolières du Golfe.

Quoiqu'on puisse penser du général Qassem Soleimani – était-il ou pas un grand lecteur de Montesquieu ? – il n'en reste pas moins évident et aveuglant que son assassinat est un « assassinat extra-judiciaire » qui contredit radicalement les valeurs fondamentales des vieilles démocraties-témoins, de leurs institutions et de leur morale. Oui, cette contradiction atteint le cœur même des institutions, nationales et internationales : c'est la tension spécifique entre ce qui est fixe/bien établi et sa mise en mouvement « progressive », caractéristique de « l'esprit moderne » que visait Nietzsche quand il écrivait : « L'Occident tout entier a perdu ces instincts d'où naissent des institutions, d'où naît un avenir : rien qui aille plus à rebours de son 'esprit moderne'. On vit au jour le jour, on vit très vite, on vit de manière

irresponsable : c'est précisément cela que l'on appelle la 'liberté'. Ce qui fait que les institutions sont des institutions, on le méprise, on le déteste, on le repousse »⁴.

Cette propension à piétiner tout ce qui a fait l'histoire de l'Amérique, de sa constitution et de ses institutions successives, s'est même imposée comme la marque de fabrique du gouvernement Trump. Cette façon de faire brouille encore un peu plus les enjeux, les cartes et les solutions d'avenir.

Plus que jamais, la paix aux Proche et Moyen-Orient est devenue une Arlésienne aussi fugace qu'irréelle, comme si une malédiction tenace continuait à peser sur les lieux saints des trois religions du Livre...

En effet, le cœur, sinon l'épicentre de l'arc de crises proche et moyen-orientales demeure la question palestinienne. Sur ce front, Washington dit « amen » à toutes les initiatives des faucons israéliens. Depuis le début des années 2000, lorsqu'Ariel Sharon allait se pavaner sur l'Esplanade des Mosquées, aucune tentative sérieuse de relance des négociations de paix n'a pu voir le jour.

Quotidiennement, la construction de nouvelles colonies israéliennes grignote les terres palestiniennes. Quotidiennement, la soldatesque israélienne tue des femmes et des enfants palestiniens. Quotidiennement, le régime de Tel-aviv foule aux pieds des centaines de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, de l'Assemblée générale et du Comité des droits de l'homme.

Bref, l'année 2020 ne commence pas très bien... Néanmoins, bonne lecture – encore meilleurs vœux – et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

6 janvier 2020

¹ Entre 1979 et 1981, s'effectue l'épisode connu sous le nom de « crise iranienne des otages ». Des étudiants membres d'un groupe appelé « Partisans de la ligne de l'Imam » enlèvent 52 citoyens américains et les retiennent en otage dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran durant 444 jours. L'Ayatollah Khomeini indique, le 23 février 1980 devant le Parlement iranien, que le destin des otages dépend de l'ambassade américaine, celle-ci devant exiger des États-Unis l'extradition du Chah en vue de son procès en Iran. Le président des États-Unis Jimmy Carter lance une opération commando pour sauver les otages, mais l'opération échoue : les hélicoptères s'écrasent dans le désert aux environs de la localité de Tabas.

² Editions de l'Observatoire EUROGROUP-CONSULTING, mai 2016.

³ Le Choc des civilisations (en anglais *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*) est le titre d'un essai d'analyse politique rédigé par l'Américain Samuel Huntington, professeur à Harvard, paru en 1996 et traduit en français en 1997.

⁴ Friedrich Nietzsche : *Le Crépuscule des idoles ou comment on philosophe avec un marteau*. Editions Henri Albert, 1888.